

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/31014]

19 JUILLET 2017. — Décret portant exécution du protocole d'accord sectoriel 2015-2016 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les mots « l'âge pris en considération pour la détermination de la durée du congé est celui atteint par le membre du personnel au 1^{er} juillet de l'année » sont remplacés par les mots « l'âge pris en considération pour la détermination de la durée du congé est celui atteint par le membre du personnel au 1^{er} janvier de l'année ».

Art. 2. Dans l'article 51*bis* du même arrêté, il est inséré entre les alinéas 3 et 4, l'alinéa suivant :

« Le chapitre IX est toutefois applicable aux membres du personnel ouvrier désignés à durée indéterminée soumis au décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 10*bis* rédigé comme suit :

« Article 10*bis* - Jusqu'à la date à laquelle débute le congé de maternité, les jours d'absence directement liés à l'état de grossesse du membre du personnel ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité dont bénéficie le membre du personnel en vertu du présent arrêté lorsqu'un contrôle effectué par l'organisme visé à l'alinéa 1^{er} confirme que ces absences sont liées à l'état de grossesse du membre du personnel.

Les périodes d'absence visées au présent article sont rémunérées et assimilées à de l'activité de service. ».

Art. 4. A l'article 17*bis* du même arrêté, les mots « admis au stage ou » sont insérés entre les mots « personnel » et « nommé ».

Art. 5. A l'article 17*quater* du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 6. L'article 17*quinquies* du même arrêté est remplacé par le texte suivant : « Article 17*quinquies*. Le congé peut débiter le premier jour ouvrable de chaque mois ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de l'Etat*

Art. 7. A l'article 11 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de l'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « L'admission au stage à la fonction de maître de religion ou à celle de professeur de religion pour les religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique peut avoir lieu si l'emploi vacant de la fonction à conférer comporte au moins deux heures de cours. »;

2° l'alinéa 4 est supprimé.

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire*

Art. 8. L'alinéa 2 de l'article 7 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire inséré par le décret du 11 avril 2014 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cadre du remplacement d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation titulaire d'un emploi d'une fonction de recrutement qui a pris un congé pour prestations réduites, une interruption de la carrière professionnelle à temps partiel ou une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à temps partiel, l'emploi peut être confié à un membre du personnel pour une charge correspondant à la fraction de charge abandonnée par le titulaire de l'emploi. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant l'arrêté royal n° 78 du 21 juillet 1982 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif, notamment dans l'enseignement supérieur de type court*

Art. 9. L'article 4 de l'arrêté royal n° 78 du 21 juillet 1982 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif, notamment dans l'enseignement supérieur de type court est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation à l'article 3, dans le cadre du remplacement d'un surveillant-éducateur ayant pris un congé pour prestations réduites, une interruption de la carrière professionnelle à temps partiel ou une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à temps partiel, l'emploi peut être confié à un membre du personnel pour une charge correspondant à la fraction de charge abandonnée par le titulaire de l'emploi. ».

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

Art. 10. A l'article 10ter de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié, le § 5 est abrogé.

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale*

Art. 11. A l'article 25 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, un alinéa 6 rédigé comme suit est inséré :

« Par dérogation à l'alinéa 3, dans le cadre du remplacement d'un surveillant-éducateur ou d'un éducateur-secrétaire ayant pris un congé pour prestations réduites, une interruption de la carrière professionnelle à temps partiel ou une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à temps partiel, l'emploi peut être confié à un membre du personnel pour une charge correspondant à la fraction de charge abandonnée par le titulaire de l'emploi. ».

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

Art. 12. A l'article 3 de l'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, un quatrième alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« Le présent article ne s'applique pas au personnel administratif et au personnel de maîtrise, gens de métier et de service soumis au décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française et au personnel administratif soumis au décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française. ».

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

Art. 13. A l'article 66 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 5, les mots « le membre visé au 4° est élu pour une durée de 5 ans » sont remplacés par ce qui suit : « Les membres visés au 4° et 4°bis ont chacun un suppléant, élu par le personnel concerné parmi ses membres. Ils remplacent les membres effectifs qu'ils suppléent en cas d'absence, de décès, de démission ou de perte de la qualité qui justifiaient leur mandat. »;
- 2° à l'alinéa 6, les termes « du mandat attribué pour la première fois à un représentant du personnel administratif nommé à titre définitif qui s'achève en même temps que celui des membres visés au 3°, 4°, 5° et 6° » sont remplacés par ce qui suit : « des mandats attribués pour la première fois aux suppléants des membres visés au 4° et 4°bis, qui s'achèvent en même temps que celui des membres effectifs. ».

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2003 visant à donner les moyens aux organisations syndicales de mener à bien leurs missions dans le secteur de l'enseignement*

Art. 14. A l'article 3 du décret du 17 juillet 2003 visant à donner les moyens aux organisations syndicales de mener à bien leurs missions dans le secteur de l'enseignement, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Aucun remboursement n'est réclamé aux organisations syndicales de la somme égalant le montant global des traitements, subventions traitements, allocations et indemnités versés aux membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, en ce qui concerne un maximum de six délégués permanents pour l'ensemble des organisations syndicales précitées. ».

CHAPITRE X. — *Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française*

Art. 15. Dans l'article 207 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les mots « un minimum de 65 % du nombre total d'emplois » sont remplacés par les mots « un minimum de 70 % du nombre total d'emplois ».

Art. 16. L'article 347 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 347. L'application des articles 194, 196, § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, 299, 301, 304, 305, 306, 307, 343 et 344 est opérée de manière distincte pour :

- 1° les établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, ordinaire et spécialisé, les homes d'accueil et les centres psycho-médicosociaux;
- 2° les établissements d'enseignement de promotion sociale;
- 3° les Hautes Ecoles;
- 4° les Ecoles supérieures des Arts;
- 5° l'Institut supérieur d'Architecture;

6° les Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française, le Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française, le Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française et les Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux. ».

CHAPITRE XI. — *Entrée en vigueur*

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 15 entre en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2016-2017

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 476-1. – Rapport 476-2

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 18 juillet 2017.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31014]

19 JULI 2017. — Decreet tot uitvoering van het protocol van sectoraal akkoord 2015-2016 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vakverenigingen en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs*

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de woorden « de voor de berekening van de duur van het verlof in aanmerking te nemen leeftijd is die welke het personeelslid bereikt op 1 juli van het jaar » vervangen door de woorden « de voor de berekening van de duur van het verlof in aanmerking te nemen leeftijd is die welke het personeelslid bereikt op 1 januari van het jaar ».

Art. 2. In artikel 51*bis* van hetzelfde besluit wordt tussen het derde en vierde lid het volgende lid ingevoegd :

« Het hoofdstuk IX is trouwens van toepassing op het werklidpersoneel dat voor onbepaalde duur aangesteld wordt en dat onderworpen wordt aan het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap. ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 10*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 10*bis* – Tot de datum waarop het bevallingsverlof begint, worden de afwezigheidsdagen die rechtstreeks verband houden met de zwangerschapstoestand van het personeelslid, niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof dat het personeelslid krachtens dit besluit geniet, wanneer een controle verricht door het orgaan bedoeld in het eerste lid, bevestigt dat deze afwezigheid te wijten is aan de zwangerschapstoestand van het personeelslid.

De in dit artikel bedoelde afwezigheidsperiodes worden bezoldigd en met periodes van actieve dienst gelijkgesteld. »

Art. 4. In artikel 17*bis* van hetzelfde besluit worden de woorden « tot de stage wordt toegelaten of » ingevoegd tussen de woorden « het personeelslid dat » en « in vast verband wordt benoemd ».

Art. 5. In artikel 17*quater* van hetzelfde besluit worden het tweede lid en het derde lid opgeheven.

Art. 6. Artikel 17*quinquies* van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Artikel 17*quinquies*. Het verlof kan op de eerste werkdag van elke maand beginnen ».

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 7. In artikel 11 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de inrichtingen van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het derde lid wordt vervangen als volgt : « De toelating tot de stage voor het ambt van leermeester godsdienst of leraar godsdienst voor de katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst kan slechts gebeuren indien de vacante betrekking van het te begeven ambt minstens uit twee uren cursus bestaat. ».
- 2° het vierde lid wordt geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs*

Art. 8. Het tweede lid van artikel 7 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 11 april 2014, wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, in het kader van de vervanging van een opvoedend hulppersoneelslid dat titularis is van een betrekking van een wervingsambt dat een verlof voor verminderde prestatie of een deeltijdse loopbaanonderbreking of een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het deeltijdse rustpensioen genomen heeft, kan de betrekking toevertrouwd worden aan een personeelslid voor een opdracht die overeenstemt met het opdrachtdeel opgegeven door de titularis van de betrekking. ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 78 van 21 juli 1982 houdende vaststelling van de regels en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel, inzonderheid in het hoger onderwijs van het korte type*

Art. 9. Artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 78 van 21 juli 1982 houdende vaststelling van de regels en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel, inzonderheid in het hoger onderwijs van het korte type, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. In afwijking van artikel 3, in het kader van de vervanging van een studiemeester-opvoeder die een verlof voor verminderde prestatie of een deeltijdse loopbaanonderbreking of een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het deeltijdse rustpensioen genomen heeft, kan de betrekking toevertrouwd worden aan een personeelslid voor een opdracht die overeenstemt met het opdrachtdeel opgegeven door de titularis van de betrekking. ».

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 10. In artikel 10*ter* van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, zoals gewijzigd, wordt § 5 opgeheven.

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 11. In artikel 25 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het derde lid, in het kader van de vervanging van een studiemeester-opvoeder of van een opvoeder-secretaris die een verlof voor verminderde prestatie, een deeltijdse loopbaanonderbreking of een terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het deeltijdse rustpensioen genomen heeft, kan de betrekking toevertrouwd worden aan een personeelslid voor een opdrachtlast die overeenstemt met het opdrachtdeel opgegeven door de titularis van de betrekking. ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 12. In artikel 3 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Dit artikel is niet van toepassing op het administratief personeel en het meesters-, vak- en dienstpersoneel onderworpen aan het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap en op het administratief personeel onderworpen aan het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstschoolen en Hogere Instituten voor architectuur. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

Art. 13. In artikel 66 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het vijfde lid worden de woorden « het lid bedoeld in 4° wordt verkozen voor een periode van 5 jaar » vervangen als volgt : « De leden bedoeld in 4° en 4°bis hebben elk een plaatsvervanger, gekozen uit het betrokken personeel van zijn leden. Ze vervangen de werkende leden waarvan ze plaatsvervanger zijn bij afwezigheid, overlijden, ontslag of verlies van de hoedanigheid die hun mandaat wettigden;
- 2° in het zesde lid worden de woorden « van het mandaat toegekend voor de eerste keer aan een vertegenwoordiger van het vastbenoemde administratief personeel, dat een einde neemt tezelfdertijd als dat van de leden bedoeld bij het 3°, 4°, 5° en 6° » vervangen als volgt : « van de mandaten toegekend voor de eerste keer aan de plaatsvervangers van de leden bedoeld in 4° en 4bis, die een einde nemen tezelfdertijd als die van de werkende leden ».

HOOFDSTUK IX. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 waarbij middelen ter beschikking van de vakverenigingen worden gesteld om hun opdrachten te verwezenlijken in de sector van het onderwijs*

Art. 14. In artikel 3 van het decreet van 17 juli 2003 waarbij middelen ter beschikking van de vakverenigingen worden gesteld om hun opdrachten te verwezenlijken in de sector van het onderwijs, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Er wordt van de vakverenigingen geen terugbetaling gevraagd van het bedrag dat gelijk is aan het globale bedrag van de wedden, wedden-toelagen, toelagen en vergoedingen gestort aan de personeelsleden bedoeld in het eerste lid, wat betreft een maximum van zes vaste afgevaardigden voor het geheel van de bovenvermelde vakverenigingen. ».

HOOFDSTUK X. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap*

Art. 15. In artikel 207 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « ten minste 65% van het globale aantal betrekkingen » vervangen door de woorden « ten minste 70% van het globale aantal betrekkingen ».

Art. 16. Artikel 347 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 347. De toepassing van de artikelen 194, 196, § 1 en § 2, eerste lid, 299, 301, 304, 305, 306, 307, 343 en 344 wordt op bijzondere wijze uitgevoerd voor :

- 1° de inrichtingen voor het gewoon en buitengewoon kleuter-, lager-, basis- en secundair onderwijs, de onthaalhuizen en de psycho-medisch-sociale centra;
- 2° de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie;
- 3° de hogescholen;
- 4° de hogere kunstscholen;
- 5° het hoger instituut voor architectuur;
- 6° de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap, het « Centre d'autoformation et de formation continuée » voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het « Centre technique et pédagogique » voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de « Centres techniques » voor de Franse Gemeenschap te Strée en Gembloux. ».

HOOFDSTUK XI. — *Inwerkingtreding*

Art. 17. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2017.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 15 op 1 juli 2017 in werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2016-2017

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 476-1. - Verslag nr. 476-2.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 18 juli 2017.